

## L'affaire Kotoku.

Tandis qu'en France, le gouvernement japonais, obligé de répondre aux accusations portées contre lui dans les meetings, sur les affiches et dans la presse d'avant-garde, lance cette nouvelle bizarre d'après laquelle « la majorité des inculpés auraient confirmé des aveux », aux Etats-Unis, le gouvernement japonais fait tout ce qu'il peut pour atténuer l'effet déjà produit par l'immense mouvement qui s'est dessiné de l'autre côté de l'Atlantique.

Dans un article de fond de l'Oriental Economic Review, M. Honda affirme « qu'une persécution politique est impossible au Japon ». Or, depuis Juin dernier, 200 socialistes et anarchistes sont enfermés dans les prisons japonaises. Les arrestations en masse ont constitué « un secret d'Etat » que l'on a soigneusement caché, afin que l'étranger n'en sache rien. À côté des persécutions, il y a aussi les tracasseries. C'est ainsi que Katayama, dans son numéro d'Octobre de l'International Socialist Review, se plaint que le 15 Août 1910 le service postal japonais lui a fait aimablement savoir qu'il lui serait interdit de vendre le numéro 70 de son journal. Des exemplaires dudit journal, envoyés par la poste furent confisqués. Furent également confisqués les exemplaires trouvés au domicile de Katayama. De plus, le gouvernement fit enlever la littérature d'avant-garde de toutes les bibliothèques. Un arrêté fut passé interdisant aux instituteurs de lire de la littérature d'idées.

S'il est si difficile, dans tous les milieux, de lancer un mouvement en faveur des martyrs japonais, cela doit tenir quelque peu au manque de renseignements précis sur leur passé comme sur leur procès. Nous autres savons bien que toute l'affaire n'est autre chose qu'une vaste machination policière et gouvernementale. C'est le complot classique, importé dans un pays où la noblesse et le capitalisme sont les deux avatars d'une seule et même puissance, qui a régné jusqu'alors sans contrepoids.

Cette conviction ardente qui nous anime, nous aurions voulu la communiquer au public.

Si, dès la première heure, il eut partagé nos sentiments, il aurait sans doute protesté avec nous contre l'iniquité. Aujourd'hui, cependant, la quantité comme la qualité des documents qui nous sont parvenus nous paraissent bien suffisantes pour éclairer ceux qui ignorent l'affaire et entraîner ceux qui hésitent encore. Mise en présence de la vérité sans voiles, la Grande presse va-t-elle joindre sa voix puissante à notre voix malheureusement bien faible?

Malgré que le gouvernement du mikado ait mis son boisseau sur la presse japonaise, la vérité y transparait de toutes parts. Dans le Call du 21 décembre, Havel nous apprend que le grand journal Tokio Asahi, tout en fulminant contre les camarades arrêtés, reconnaît « qu'il n'existe aucune preuve de culpabilité ». Autre aveu des plus importants: le Mainichi d'Osaka, feuille provinciale japonaise qui a la plus grande influence, déclare que le complot tout entier a été ourdi par la police.

Enfin, dans une interview avec un représentant du Daily News de Londres, M. Robert Young, rédacteur en chef du Japon, parle comme suit :

« Il est nécessaire que vos lecteurs comprennent qu'au Japon le tribunal de première instance, dont les enquêtes sont toujours secrètes, rend sur chaque affaire une décision qui a la valeur virtuelle d'un verdict, mais qu'il ne peut condamner. Des assises publiques doivent venir ensuite, et après les assises publiques vient un appel à un tribunal supérieur.

Enfin, on permet un autre appel devant la cour de cassation, dont la décision est irrévocable.

« Dans le cas de ces 26 socialistes, il faut bien se rendre compte qu'ils n'ont passé que devant le tribunal de première instance, et qu'au lieu de subir les trois jugements publics auxquels ils ont droit, leur affaire va passer de suite devant la cour de cassation dont la décision est sans appel.

« Je ne puis comprendre cette violation de loi du Pays. Elle est inconstitutionnelle et sans précédent. Ce n'est pas tout. Je comprends que la cour de cassation jugera les 26 hommes et femmes à huis clos, de sorte qu'il n'y aura pas de procès public, pas d'appel et que nous ne connaîtrons jamais les faits. Depuis que ces gens ont été arrêtés, ils n'ont pas eu la moindre possibilité de porter

leur affaire à la connaissance publique.

D'autre part, lorsqu'ils ont été arrêtés, des instructions ont été envoyées à tous les journaux japonais - le mien compris - de ne rien mentionner de ce qui allait être fait concernant l'arrestation, et tout ce qui pouvait avoir rapport à l'arrestation. Ce qui n'empêcha pas les autorités policières japonaises de transmettre peu après les interviews aux feuilles japonaises, interviews dans lesquelles les accusations les plus sérieuses étaient portées contre les personnes arrêtées, malgré qu'aucune mention ne fût faite d'un complot contre la maison impériale.

« Dès le début, nous avons pensé qu'ils étaient accusés d'être compromis dans un complot de dynamite, dont Tokyo aurait été le théâtre ; il n'était point mention que ce complot ait été dirigé contre l'empereur ou la famille impériale. Il est certain qu'en Angleterre, cela semblerait une chose extraordinaire si les autorités policières faisaient des rapports affirmant la culpabilité des prévenus et donnaient des détails sur les chefs d'accusation sans que les personnes présumées coupables aient eu la possibilité de dire un mot de réponse.

« Quiconque aurait osé se montrer en leur faveur aurait été accusé de complicité et se serait trouvé en danger d'être arrêté. Il n'est que juste, néanmoins, de dire qu'un certain nombre de journaux ont protesté timidement contre les mesures très drastiques prises par la police, qui procéda à des arrestations en bloc sur des preuves qui apparaissent des plus fragiles. »

Cette interview est réellement trop éloquente pour avoir besoin d'être commentée. Il nous suffira d'y ajouter la lettre lumineuse de la fille de Kropotkine pour entraîner la conviction des plus incrédules :

Viola, Muswell Hill Road, Londres, 5 Décembre 1910  
Hippolyte Havel, New York city

« Cher camarade,

Mon père vient de partir pour l'Italie. J'envoie de suite votre lettre. Le malheur pour Kotoku et pour ses camarades, c'est que personne ici - à Paris ou ailleurs, ne possède de faits les concernant, pas même sur la propagande littéraire poursuivie par eux.

La seule chose que je puis dire (et c'est ce que père avait l'intention d'écrire pour la protestation organisée à Londres) c'est que « mon père pense, à en juger par ce que Kotoku avait l'habitude de dire dans ses lettres à mon père, que Kotoku est bien plus un éducateur qu'un homme d'action violente ». Il est évidemment un homme de haute culture et un profond penseur.

Personnellement, j'ai un peu correspondu avec lui relativement aux traductions du livre de mon père : champs, usines, ateliers, principalement, il me semble. Ce doit être un homme exceptionnellement doux et aimable, et il a écrit souvent sur la situation misérable des paysans japonais.

« Ni terre, ni aliments. Seulement quelques grains de riz », voilà comment il s'exprimait.

Vous montrerez peut être cette lettre à nos amis R.Ely, M.Mead et Miss Stone Blackwell.

En tout cas, tout civilisé devrait protester contre toute sentence de mort, d'où qu'elle vienne, et dont toutes preuves sont tenues secrètes.

Un procès loyalement conduit est la moindre des preuves qu'un gouvernement puisse donner de ses droits à figurer parmi les nations civilisées.

J'espère que votre protestation rencontrera un plein succès. Avec mes salutations cordiales.

Sacha Kropotkin Lebedeff. »

Nous attendons la réponse du gouvernement japonais.

A.Pratelle.